

## Note de André de Staercke sur la situation en Hongrie (27 octobre 1957)

**Légende:** Le 27 octobre 1957, André de Staercke, représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) rédige une note confidentielle sur la situation politique en Hongrie.

**Source:** DE VOS, Luc; ROOMS, Etienne; DELOGE, Pascal; STERKENDRIES, Jean-Michel (sous la dir.). Documents diplomatiques belges 1941-1960, De l'indépendance à l'interdépendance. Tome II: Défense 1941-1960. Bruxelles: Académie royale de Belgique, 1998. 582 p. ISBN 90-6569-670-9. p. 537-538.

**Copyright:** (c) Académie royale de Belgique

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/note\\_de\\_andre\\_de\\_staercke\\_sur\\_la\\_situation\\_en\\_hongrie\\_27\\_octobre\\_1957-fr-f7e51fd4-d9fc-47b7-bofd-f851f0422b37.html](http://www.cvce.eu/obj/note_de_andre_de_staercke_sur_la_situation_en_hongrie_27_octobre_1957-fr-f7e51fd4-d9fc-47b7-bofd-f851f0422b37.html)

**Date de dernière mise à jour:** 12/04/2023



## Note de André de Staercke sur la situation en Hongrie (27 octobre 1957)

Confidentiel

La situation en Hongrie

Note du Secrétaire Général-Adjoint pour les Affaires politiques

La révolution en Hongrie dure maintenant depuis trois jours et demi. Rien n'indique qu'elle soit en voie de s'éteindre.

Elle a éclaté mardi soir. L'après-midi avait eu lieu une démonstration importante mais pacifique. Les manifestants avaient demandé des réformes qui allaient bien au-delà de celles promises par le Gouvernement jusqu'à ce jour. En fin d'après-midi, Gereó [sic], le Secrétaire du Parti, revint de la visite qu'il avait faite à Tito. Il prononça alors un discours stalinien à la radio qui mit le feu aux poudres. Des bandes armées commencèrent à circuler dans les rues et le lendemain matin, une véritable révolte éclatait. Le Comité Central se réunit au cours de la nuit et remplaça le Premier Ministre Hegedus par le dirigeant titiste Nagy.

Aux petites heures du matin, les forces soviétiques étaient engagées contre les rebelles. On ne sait pas qui les a appelées ni d'où vint leur ordre de marche mais il paraît improbable que Nagy ait fait autre chose que de se résigner au fait accompli ou que le Politburo ait pu examiner le problème. Il semble que la faute la plus grave incombe à Gereó et à Khrouchtchev. [...] Depuis mercredi, la situation militaire semble comporter pour les deux camps des avances et des reculs dans les rues de Budapest et une extension régulière de la révolution aux provinces. Les communistes ont conservé le contrôle de la plupart des édifices publics importants de la capitale et notamment de la station de radio. Toutefois des quartiers de la ville semblent être aux mains des insurgés. D'importantes régions du sud et de l'ouest du pays sont également en état de révolte, et la deuxième ville industrielle de Hongrie, Miskolc, dans le nord-est semble également passée dans le camp des rebelles. Deux stations de radio régionales au moins ont été entre les mains des insurgés. D'après les rapports parvenus ce matin (samedi), des renforts de troupes soviétiques venant d'Ukraine pénétreraient en Hongrie. La plupart des correspondants reconnaissent que l'armée hongroise n'a que peu ou pas participé à l'écrasement de la révolte et des soldats isolés sont fréquemment passés dans le camp des rebelles.

Nagy a lancé plusieurs appels aux rebelles ainsi qu'une série d'ultimatums leur demandant de se rendre. Bien que certains éléments aient pu profiter de ces offres d'amnistie, la révolution s'est néanmoins étendue. Des concessions politiques ont également été faites : Gereó a été remplacé par le titiste Kadar. Nagy a promis de demander le retrait des Russes lorsque l'ordre serait rétabli ; il a promis également la création d'un gouvernement de « front national », c'est-à-dire d'un gouvernement comprenant des éléments non communistes, mais ce matin encore, il n'avait pas fait connaître le nom des nouveaux membres du Cabinet. Il rencontre probablement de grandes difficultés à obtenir des collaborateurs jouissant dans une mesure quelconque de la confiance du peuple.

La question qui se pose maintenant est de savoir si un gouvernement à participation communiste pourra stabiliser la situation autrement que sous forme d'un gouvernement militaire soviétique. La solution polonaise est ainsi dépassée par les événements. Ou les Russes doivent se plier à la volonté du peuple et se retirer, ou bien ils doivent intervenir de façon massive. Le coût de cette dernière solution en pertes humaines serait terrible et nous ne pouvons que rechercher tout moyen permettant d'espérer qu'on pourra les convaincre que leur retrait est préférable.